

RAPPORT D'ACTIVITÉS



SESSION ORDINAIRE 2021-2022
4^E SESSION DE LA XI^E LÉGISLATURE
Mme MATHILDE VANDORPE,
DÉPUTÉE LES ENGAGÉS
AU PARLEMENT DE WALLONIE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	6
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	8
A. PARLEMENT DE WALLONIE	8
1. Propositions de décret	8
2. Proposition de résolution	10
3. Projets de motion	10
4. Rapport	11
5. Interpellations et questions recevables adressées au Gouvernement	11
Interpellations	11
Questions orales et écrites	11
Question d'actualité	13
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	14
1. Proposition de décret	14
2. Proposition de résolution	15
3. Projet de motion	15
4. Amendements	15
5. Questions recevables adressées au Gouvernement	16
Questions orales et écrites	16
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	20

AVANT- PROPOS

MATHILDE VANDORPE
DÉPUTÉE LES ENGAGÉS
AU PARLEMENT DE WALLONIE



Cette année parlementaire 2021-2022 scelle la mi-parcours de la législature actuelle. Cette première mi-temps aura été, c'est une évidence, lourdement impactée par la crise sanitaire. Toutefois, à l'heure de ces quelques lignes, nous nous sommes adaptés et avons appris à vivre avec le Covid. Tantôt en repli, tantôt plus actif, le virus est là, bien présent mais « apprivoisé ». La vie quotidienne et le travail ont repris leur cours mais le Covid continue à faire partie de notre travail parlementaire. Bien entendu, les conséquences de cette crise sanitaire sont loin de pouvoir être effacées, mais nous pouvons heureusement constater que l'essentiel de notre quotidien, le contrôle du Gouvernement, a pu reprendre le chemin plus traditionnel de son exercice et ce, contrairement aux deux dernières années.



LA VIE QUOTIDIENNE ET LE TRAVAIL ONT REPRIS LEUR COURS MAIS LE COVID CONTINUE À FAIRE PARTIE DE NOTRE TRAVAIL PARLEMENTAIRE.

Comme à mon habitude depuis que j'ai été désignée pour représenter la population, je serai de la plus grande transparence. Je vous partagerai donc ici les grands enjeux sur lesquels je me suis attardée tout au long de l'exercice.

Cette année, je suis intervenue 90 fois au Parlement de Wallonie et à 81 reprises au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

À Namur, je me suis concentrée sur les questions liées – cela s'imposait – à la santé et à l'action sociale (68% de mes interventions). Le plus souvent, elles concernaient les personnes en situation de handicap et des résidents dans les maisons de repos. Elles avaient également trait à la santé mentale, au soutien psychologique et à la crise



**CE TRAVAIL DE RELAI
CONSTITUE UN « ESSENTIEL »
DE MA CHARGE ET JE VOUS INVITE
À NE JAMAIS HÉSITER À ME
CONTACTER PERSONNELLEMENT.
VOTRE DÉPUTÉE EST LÀ POUR
VOUS REPRÉSENTER EN TANT QUE
CITOYENS ET C'EST FIÈREMENT
QUE JE ME METS À VOTRE
DISPOSITION EN LA MATIÈRE.**

sanitaire et ses conséquences. 16% de mes interventions étaient aussi consacrés à la mobilité, aux transports et à la sécurité routière. Le contournement de Lessines et la sécurisation de la RN48 à Mourcourt représentent d'ailleurs une partie imposante de ces dernières. Enfin, je suis aussi intervenue en matière d'emploi et de formation, d'environnement, du droit des femmes et de l'égalité des chances, du tourisme et *in fine*, des infrastructures sportives.

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'axe principal de mon travail a relevé, une fois encore, de l'éducation. 98% des interventions concernaient l'enseignement. J'étais particulièrement attentive aux mesures sanitaires mises en place durant la crise et les conséquences en découlant, à la réforme des rythmes scolaires, au numérique au sein des écoles, à l'immersion linguistique, à la situation de internats, à l'inspection, aux épreuves certificatives,... Sans oublier les bâtiments scolaires!

Vous pouvez retrouver le détail de toutes ces interventions ainsi que leur contenu écrit et vidéo via les sites des parlements (www.parlement-wallonie.be & www.pfwb.be)

Au-delà des interpellations adressées aux membres des Gouvernements et des textes que nous avons pu proposer, cette année aura été marquée par le dépôt de notre rapport sur la prise en charge de l'allongement de l'espérance de vie et des formes d'accueil et d'hébergement des aînés. Très concrètement, des collègues issus des partis de la majorité et moi-même au nom des Engagés avons œuvré ensemble afin que soit établi, dans un premier temps, un cadastre de la situation. Nous avons ensuite écouté des experts et pris compte de leurs divers éclairages afin de pouvoir présenter toute une série de recommandations. Prenez le temps de consulter ce rapport et n'hésitez pas. Il est également en ligne et à votre disposition.

Outre les interpellations relatives à l'ensemble des citoyens wallon et francophones, je suis régulièrement sollicitée concernant des problématiques plus locales. Il va sans dire que ce travail de relai constitue un « essentiel » de ma charge et je vous invite à ne jamais hésiter à me contacter personnellement. Votre députée est là pour vous représenter en tant que citoyens et c'est fièrement que je me mets à votre disposition en la matière.

Merci pour votre confiance et excellente lecture!

PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE

PARTI : LES ENGAGÉS
CIRCONSCRIPTION :
TOURNAI-ATH-MOUSCRON



Coordonnées

rue Saint-Pierre, 4 boîte 6 - 7700 Mouscron
0475 806 105

hello@mathildevanderpe.be



PARLEMENT DE WALLONIE

- Commission de l'emploi, de l'action sociale et de la santé: Membre effective
- Commission de vérification des pouvoirs: Membre effective

PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

- Membre du Bureau et 3^{ème} Secrétaire du Parlement
- Commission de l'Éducation: Membre suppléante
- Commission de coopération: Membre suppléante

PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. PROPOSITIONS DE DÉCRET

- **Proposition de décret insérant un article 257/1 dans le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'octroyer une exonération du précompte immobilier aux particuliers touchés par les tornades du 19 juin 2021 ou les inondations du 14 au 16 juillet 2021 et instaurant des aides compensatoires aux communes et aux provinces.**

La présente proposition de décret vise à exonérer de précompte immobilier les victimes des tornades du 19 juin 2021 survenues en province de Namur et des inondations du 14 au 16 juillet 2021 survenues sur la quasi-totalité du territoire wallon. Une compensation financière est octroyée aux communes et provinces pour lesquelles l'exonération aurait un impact financier car le précompte immobilier est un impôt collecté par la Région wallonne mais dont la grande majorité est reversée aux pouvoirs locaux en fonction des taux des additionnels décidés par ces derniers. Par ailleurs, certaines communes doivent pouvoir exonérer de taxes locales les sinistrés de ces calamités naturelles. Afin que ces exonérations ne pèsent pas trop lourd sur les finances publiques locales, la présente proposition de décret prévoit que la Région puisse aider ces communes.



- **Proposition de décret visant à ne pas solliciter le remboursement des 250 euros erronément versés par le Gouvernement wallon à certains bénéficiaires de l'intervention régionale «16B» dans le cadre de la crise de la Covid-19 et de ses conséquences économiques.**

La présente proposition de décret vise à éviter d'exiger le remboursement d'une somme de 250 euros versés à 12000 indépendants.

- **Proposition de décret modifiant l'article 337 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue de garantir aux résidents d'établissements pour âgés les droits d'aller et venir librement et de recevoir la visite de leurs familles et de leurs proches.**

Les auteurs de la présente proposition de décret souhaitent consacrer le droit pour les résidents d'établissements pour âgés de recevoir la visite de leur famille et de leurs proches mais aussi d'aller et venir librement, sans discrimination, quel que soit l'établissement.

2. PROPOSITION DE RÉOLUTION

- **Proposition de résolution visant à une plus grande sensibilisation et à améliorer la recherche sur l'endométriose.**

L'endométriose est une maladie encore peu connue du grand public et des professionnels de la santé. Il n'existe pas de traitement curatif définitif et les interventions médicales pour soulager les patientes sont invasives. Bien qu'elle touche au moins une femme sur dix, il faut en moyenne sept ans pour qu'un diagnostic soit posé. Les symptômes sont nombreux: douleurs aiguës pendant les règles ou les rapports sexuels, fatigue, infertilité et dépression. Ces symptômes entraînent une forte diminution de la qualité de vie des personnes atteintes mais aussi une diminution de leur participation sociale et économique. La présente proposition de résolution vise à améliorer la sensibilisation et la recherche sur cette maladie.

- **Proposition de résolution visant à amplifier les actions pour mettre un terme au sans-abrisme d'ici 2030.**

La présente proposition de résolution vise à inviter le Gouvernement wallon à travailler selon une approche globale sur le sans-abrisme en Wallonie en traitant de l'ensemble des problèmes psycho-sociaux vécus par les personnes sans abri en commençant par le logement. La transversalité entre les différents niveaux de pouvoir et l'interdisciplinarité doivent être renforcées pour lutter de manière efficace contre la grande précarité. Cette approche nécessite une intégration des intervenants de différents secteurs et un soutien accru aux programmes d'accompagnement au logement, comme le principe du «Logement d'abord» (Housing First). La lutte contre le sans-abrisme doit prendre une nouvelle forme, plus globale que celle de la prévention des décès en rue lors des «plans hiver».

3. PROJETS DE MOTION

- Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de M. Desquesnes à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur **la fin de la gestion de la crise sanitaire par le Fédéral.**
- Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de M. Desquesnes à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur **la procrastination de l'action climatique du Gouvernement wallon.**
- Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de M. Desquesnes à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur **l'enjeu de la vaccination et les modalités de l'obligation.**
- Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Vandorpe à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur **la gestion de la quatrième vague de la Covid-19.**



- Projet de motion relative à un conflit d'intérêts concernant **le projet de loi portant des dispositions diverses urgentes en matière de santé et plus particulièrement son article 69.**
- Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Vandorpe à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur **le suivi de la gestion de la crise sanitaire.**
- Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Mme Vandorpe à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur **les règles relatives aux visites en maisons de repos durant la crise sanitaire.**

4. RAPPORT

- **Rapport introductif sur la prise en charge de l'allongement de l'espérance de vie et des formes d'accueil et d'hébergement des aînés.**

5. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

INTERPELLATIONS

- Les conditions sanitaires dans la prison de Tournai
- La gestion de la quatrième vague de la Covid-19
- Le suivi de de la gestion de la crise sanitaire
- Le Comité de concertation du 4 mars 2022 relatif au code jaune et au Covid Safe Ticket (CST)
- Les règles relatives aux visites en maisons de repos durant la crise sanitaire
- Le projet pilote de lutte contre la précarité menstruelle

QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES

Action sociale et santé

- Le Comité de concertation du 20 mai 2022 relatif au port du masque, au baromètre corona et aux voyages
- Le calendrier vaccinal
- L'évaluation du Covid Safe Ticket
- Le baromètre Covid et le passage au code orange
- Les invitations à la troisième dose du vaccin contre la Covid-19
- L'étude du « Johns Hopkins Institute » concluant à l'inutilité des mesures de restriction des libertés pour diminuer la mortalité due au Covid-19
- Le Covid long
- Le report à l'automne de la livraison de nouveaux vaccins contre le coronavirus
- L'accès sans masque aux lieux publics pour les personnes porteuses de handicap
- L'abrogation de l'état d'urgence épidémique
- La mise à jour des mesures de quarantaine et la gestion du tracing
- Le Plan genre et la santé mentale
- Les pensées suicidaires chez les jeunes

- Les suites de la résolution du Parlement de Wallonie du 26 mai 2021 visant à prévenir les suicides et les tentatives de suicide dans un contexte de fragilisation de la santé mentale causé par la crise sanitaire de la Covid-19
- L'avis du Conseil supérieur de la santé sur la santé mentale des jeunes
- Les 57 millions dégagés pour trois appels à projets en matière de soins psychiatriques
- Le dispositif « sentinelles » en prévention du suicide
- La mise en place de règles plus respectueuses du bien-être des résidents en maisons de repos et en maisons de repos et de soins
- La décision de fermeture d'une maison de repos à Tournai
- La pétition pour le respect des droits humains dans les maisons de repos et de soins
- La réorganisation du Centre de ressources autisme de Liège (CRAL)
- La sensibilisation à l'autisme
- L'évolution de la variole du singe
- Le point « Santé et Prévention » pour les réfugiés d'Ukraine
- L'hypertension
- L'aide individuelle à l'intégration octroyée par l'Agence pour une vie de qualité
- La cyber-sécurité dans les hôpitaux
- La sensibilisation au dépistage du cancer du col de l'utérus et à la vaccination contre le papillomavirus
- La répartition géographique des médecins
- Les quotas INAMI
- L'accès aux soins dentaires
- La mise en place de la commission de planification
- Les violences obstétricales et gynécologiques
- Les protections antidrogue
- La santé des personnes sans emploi de longue durée
- La promotion de la santé des détenus
- Les objectifs en matière de santé pour la Wallonie
- Le dépistage du cancer du sein en Wallonie
- L'axe 4 du Plan de relance relatif au bien-être, à la solidarité et à l'inclusion sociale
- L'impact des inondations sur la santé
- Le plan de promotion de la santé dans le Plan de relance
- L'éradication de l'hépatite C à l'horizon 2030
- L'encéphalite à tiques
- La consommation d'antidouleurs opioïdes
- Les tests gratuits visant à détecter le diabète
- La prévention du diabète
- La maladie de Lyme
- L'appel à projets pour créer des habitats solidaires et alternatifs destinés aux personnes en perte d'autonomie
- Les conseils consultatifs communaux des personnes en situation de handicap
- Les statistiques relatives aux accidents vasculaires cérébraux (AVC) en Wallonie
- Le syndrome de fatigue chronique (SFC)
- L'épidémie de VIH
- La consommation d'alcool
- La prise en charge des personnes atteintes de sclérose latérale amyotrophique (SLA)
- La rénovation des établissements pour personnes porteuses de handicap face à l'augmentation du prix des matériaux

Égalité des chances

- L'égalité hommes-femmes dans le Plan de relance de la Wallonie



Emploi et formation

- L'appel à projets AViQ «Espace communautaire»
- Le traitement équitable des bassins d'emplois candidats à l'expérience «territoire zéro chômeur de longue durée en Wallonie»
- L'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap

Mobilité et transport

- Le contournement de Lessines
- La promesse de financement des études du contournement de Lessines suite au courrier de Monsieur le Ministre-Président au bourgmestre
- L'aménagement de la Grand-Place de Leuze-en-Hainaut
- Le contrôle de lignes de bus à Ellezelles
- La traversée de Halle
- Les retards dans le chantier de l'échangeur de Hoves-Petit Enghien
- Les mobipôles (2)

Sécurité routière

- L'installation d'un radar sur la RN48 à Mourcourt

Environnement

- le suivi judiciaire de la pollution de l'Escaut
- La pollution d'un cours d'eau à Frasnes-lez-Anvaing
- La gestion de déchets hospitaliers de type B2
- La transmission des chiffres pour le calcul du coût-vérité en matière de déchets

Tourisme

- L'impact pour le tourisme wallon du risque de perte de la reconnaissance par l'UNESCO de la Ducasse d'Ath

Infrastructures sportives

- Le soutien aux clubs sportifs

Droit des femmes

- La création de logements supplémentaires pour les femmes victimes de violence conjugale
- Le projet pilote de lutte contre la précarité menstruelle

QUESTION D'ACTUALITÉ

- La fin de l'obligation du port du masque dans les transports en commun



B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. PROPOSITION DE DÉCRET

- **Proposition de décret modifiant l'article 80 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études, et visant la mise en place de deux semaines supplémentaires de suspension des activités d'apprentissage.**

La présente proposition de décret vise à permettre aux jeunes inscrits dans l'enseignement supérieur de bénéficier d'une suspension des activités d'apprentissage deux semaines supplémentaires pour la prochaine année académique, afin de poursuivre leur formation et leur engagement auprès des associations sportives, de jeunesse ou d'accueil extra-scolaire.

- **Proposition de décret modifiant le décret du 30 septembre 2021 relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen.**

La présente proposition vise à modifier le décret adopté le 30 septembre dernier par le Parlement, publié au Moniteur le 21 octobre, afin de corriger les difficultés juridiques nombreuses qu'il contient, difficultés qui ont mené plusieurs intervenants du monde scolaire à annoncer l'introduction de recours en suspension et en annulation devant la Cour constitutionnelle. Il vise ainsi à l'optimisation de la sécurité juridique et à garantir l'obtention des crédits européens sur lesquels le décret est basé.

- **Proposition de décret visant à modifier la réglementation en vue de renforcer pour l'enseignement le congé parental d'accueil en vue de l'adoption, de la tutelle officieuse et du placement dans une famille d'accueil d'un enfant.**

La présente proposition de décret vise à modifier, pour l'enseignement, la réglementation des congés d'accueil en vue d'une adoption, de la tutelle officieuse et du placement dans une famille d'accueil, d'un enfant de moins de douze ans.

- **Proposition de décret relatif au gel de diverses règles de comptage dans l'enseignement fondamental et secondaire, dans les internats et homes d'accueil, à l'octroi de périodes complémentaires pour les implantations de l'enseignement fondamental impactées par les inondations de juillet 2021 et la Covid-19.**

La présente proposition de décret vise à déroger à un certain nombre de dispositions réglementaires liées au comptage des élèves, dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé afin de pallier l'impact des inondations de juillet 2021 sur les écoles les plus touchées par ces inondations soit en gelant les comptages du début d'année scolaire 2021-2022 en cas de baisse de population scolaire.

2. PROPOSITION DE RÉSOLUTION

- **Proposition de résolution visant à effectuer une meilleure répartition des budgets de l'Office de la Naissance et de l'Enfance eu égard à l'inflation.**

Cette proposition de résolution invite le Gouvernement de la Communauté française à réorienter, sans attendre l'ajustement budgétaire, les budgets 2022 pas encore engagés dédiés aux dispositifs «Eco-crèches» et «Éveil culturel» vers l'enveloppe de la dotation à l'Office de la Naissance et de l'Enfance. L'urgence de ce transfert est justifiée par l'inflation brutale qui met en difficulté les milieux d'accueil et par la compensation à charge de l'ONE en regard de l'indexation unique des forfaits APE, mettant l'Office et surtout les projets d'accueil dans une situation financière compliquée.

3. PROJET DE MOTION

- Projet de motion en conclusion de l'interpellation de Mme Marie-Martine Schyns à la ministre Désir intitulée «pour une réforme acceptée et acceptable des centres PMS».

4. AMENDEMENTS

- Projet de décret modifiant et portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2021 déterminant le référentiel de français et langues anciennes, le référentiel d'éducation culturelle et artistique, le référentiel de langues modernes, le référentiel de mathématiques, le référentiel des sciences, le référentiel de formation manuelle, technique, technologique et numérique, le référentiel d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté et le référentiel d'éducation physique et à la santé et adoptant le référentiel de la formation historique, géographique, économique et sociale et instaurant une procédure de dérogation à ces référentiels.

- Projet de décret modifiant et adaptant certaines dispositions en matière d'enseignement obligatoire et non obligatoire.

5. QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES

Éducation

- Mesures sanitaires en vigueur dans les écoles et les académies en vue de la rentrée scolaire
- Situation sanitaire après les vacances de Pâques
- Nouvelles mesures sanitaires en vigueur dans les écoles et les académies à la suite du CODECO
- Nouvelles mesures sanitaires en vigueur dans les écoles et les académies jusqu'au congé de détente de Carnaval
- Nouvelles mesures sanitaires en vigueur dans les écoles et les académies en janvier
- Nouvelles mesures en vigueur à partir du 6 décembre dans les écoles et les académies
- Nouvelles mesures en vigueur à partir du 22 novembre dans les écoles





- Évolution des mesures sanitaires dans les écoles
- Rentrée en code vert pour l'enseignement obligatoire et dans les académies
- Évolution de la pandémie et impact sur les mesures sanitaires dans les écoles
- Baisse du niveau scolaire: le coût caché de la pandémie de Covid-19
- Qu'en est-il du remboursement des achats des détecteurs de CO₂ par les écoles?
- Réussite des élèves en temps de Covid
- Campagne d'information et de vaccination dans les écoles
- Réaction des directions d'école chargées du tracing
- Impact du décret du 30 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires sur l'apprentissage en immersion et les écoles de manière générale
- Enquête de la Caisse wallonne d'allocations familiales sur les rythmes scolaires
- Publicité du décret adoptant les nouveaux rythmes scolaires annuels
- Réforme des rythmes scolaires (suivi)
- Nouveau calendrier scolaire et jours blancs dans l'enseignement secondaire spécialisé
- Avant-projet de décret sur les rythmes scolaires (2^e lecture)
- Avant-projet de décret sur les rythmes scolaires
- Réforme des rythmes scolaires annuels
- Suivi de la résolution relative aux personnes-ressources techniciens numériques
- Safer Internet Day 2022

- Utilisation des outils numériques dans le cadre des aménagements raisonnables
- Formations des enseignants au et par le numérique et suivi de la résolution 188
- Recrutement d'enseignants en langues modernes en vue de la rentrée 2023-2024
- Promotion de l'apprentissage en immersion à travers les évaluations certificatives
- État des lieux de l'immersion linguistique
- Imposer le néerlandais comme langue moderne 1 dans les écoles wallonnes ?
- L'immersion linguistique est-elle en danger ?
- Population scolaire dans les internats
- Les éducateurs d'internat
- Situation des internats en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Organisation et résultats du CEB
- Organisation des épreuves certificatives de juin 2022
- Des corrections des épreuves du CEB, sans les directions ?
- Évaluations externes non certificatives des acquis des élèves
- Épreuves externes certificatives : organisation et résultats
- Recours externes pour l'année 2021/2022
- Recours externes de première session
- Évaluation de l'ampleur des besoins spécifiques sensori-moteurs des élèves pris en charge par les pôles territoriaux
- Définition de l'échelle des besoins dans le cadre des aménagements raisonnables
- Besoin de places dans l'enseignement spécialisé
- Formation et examen de recrutement des nouveaux inspecteurs Question n°531 du 8 juin 2022
- Formation et examen de recrutement des nouveaux inspecteurs
- Cellule intermédiaire de coordination des Services du Pilotage et de l'Inspection
- Calendrier de la procédure de recrutement d'inspectrices et d'inspecteurs
- Recrutement au Service général d'Inspection
- Classement des implantations en encadrement différencié pour l'année scolaire 2022/2023
- Réforme du décret «Encadrement différencié»
- Sort du sport-études et des options à caractère sportif dans l'après-tronc commun
- Enseignement à domicile
- Enseignement à domicile et écoles privées
- Utilisation des périodes supplémentaires en tant que délégué-référent dans les écoles durant l'année scolaire 2021-2022
- Création de deux nouvelles secondaires
- Suivi des écoles en création
- Règlements d'ordre intérieur des écoles
- Poursuite de la gratuité des frais scolaires en primaire
- Où en sont les référentiels du tronc commun, à quelques mois de la rentrée scolaire
- Orientations et thèmes prioritaires dans la formation professionnelle continue
- Issue des négociations sectorielles dans l'enseignement
- Options de base groupée en lien avec la Défense
- Mouvements sociaux dans les écoles en février
- Classement des implantations du fondamental et secondaire ordinaire 2021
- Création de la plateforme éducative destinée aux acteurs scolaires
- Congés pour mission dans l'enseignement obligatoire
- Réponse européenne à la lutte contre certaines pratiques abusives des établissements non reconnus
- Dossier d'accompagnement des élèves (DAccE)
- Apprentissage mixte pour une éducation primaire et secondaire inclusive et de haute qualité



Bâtiments scolaires

- Internat WBE de Kain

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- Deuxièmes sessions mises en péril par la réforme des rythmes scolaires
- Décrochage des élèves à besoins spécifiques
- Réforme du statut de protection sociale de l'artiste
- Internats en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Décisions de la CIM Santé de ce matin et impact sur les écoles

PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS





MANDATS PUBLICS

- Conseillère communale - Mouscron (Cheffe de groupe)
- Membre du Comité de Section locale des Engagés de Mouscron
- Membre du Comité d'Arrondissement Mouscron/Comines des Engagés
- Administratrice de l'Intercommunale IPALLE (Gestion des déchets)
- Administratrice à la Prairie (Ferme pédagogique)
- Administratrice de l'ASBL Futur Aux Sports
- Membre de l'AG du Club de gymnastique olympique mouscronnois asbl (CGOM)
- Présidente de l'ASBL Crèches Saint Achaire
- Présidente de Foyer Tibériade (Foyer d'hébergement pour personnes porteuses d'un handicap)
- Présidente de l'ASBL Royal Dauphins Mouscronnois (Clubs (de D1) de Water-polo, de natation, d'aquagym & aqua-jogging et une école de survie)



VISITES DE TERRAIN

Au-delà de mon travail parlementaire s'ajoute un volet plus que capital, c'est le travail de terrain. Rencontrer, écouter et échanger avec les acteurs locaux, qu'ils travaillent en faveur de l'économie, la culture, le sport, l'associatif, etc. Être au fait des attentes et des problèmes rencontrés par ces personnes, c'est être proche du citoyen. J'essaie donc d'aller à la rencontre de ces acteurs qui m'interpellent mais je suis également curieuse de connaître les richesses de ma région.

PARLEMENT DES ENFANTS

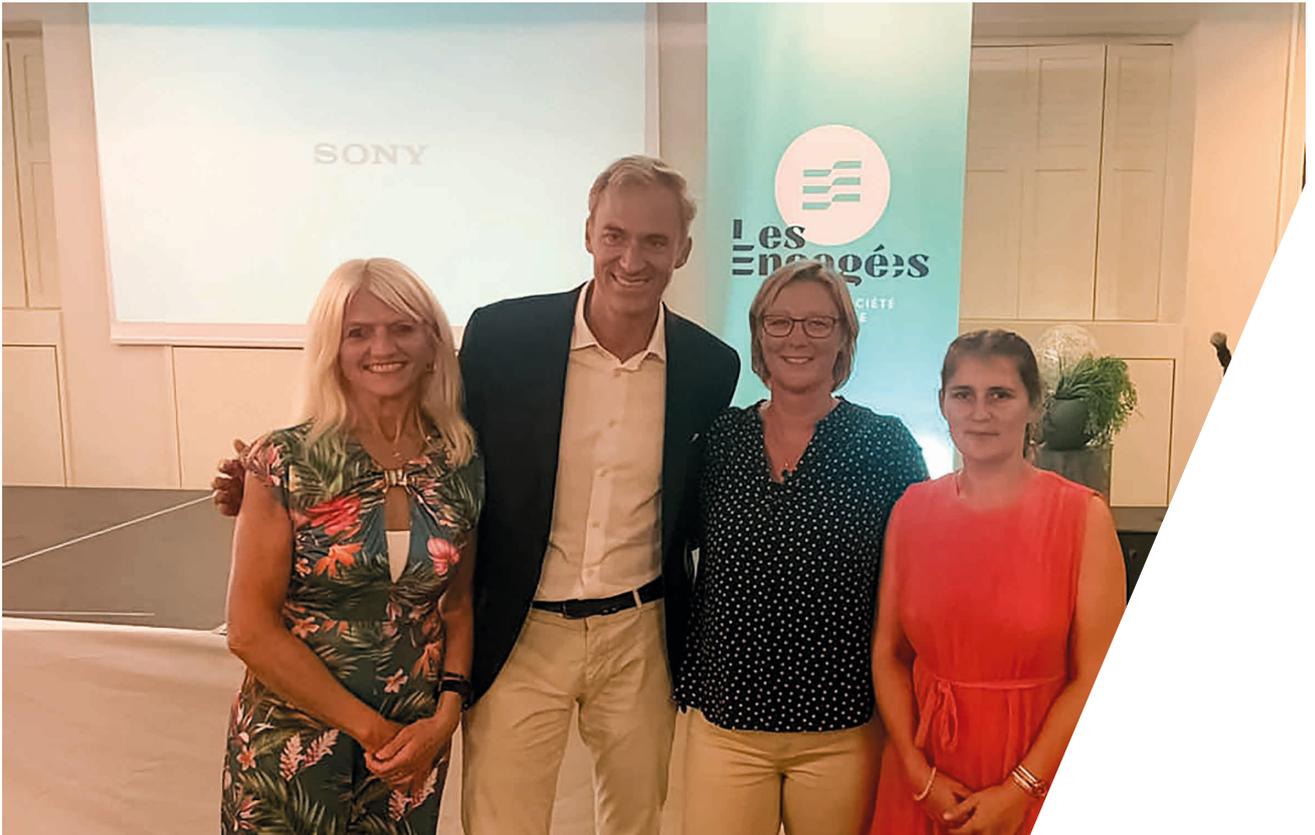
Comme chaque année, les parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont la possibilité de parrainer une classe de 6^e primaire de leur région. L'année passée, j'ai travaillé avec l'école fondamentale Saint-Charles de Dottignies. Ceux-ci ont d'ailleurs remporté le concours pour la Province de Hainaut. Le thème: «Le Parlement, des compétences qui me concernent». Les enfants ont dû apporter des solutions à des problèmes ou manquements qui avaient trait aux compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Comme à chaque fois, les élèves sont invités à visiter le Parlement et à comprendre son fonctionnement. Après, cette journée récréative, vient le moment du travail en classe. Les élèves sont invités à rédiger la proposition de décret sur le sujet.



TALENTS WALLONS

Pour sa sixième édition, le Parlement de Wallonie a mis à l'honneur des talents issus de son territoire. L'action vise à mettre en avant des personnes ou associations œuvrant dans les domaines tels que l'artisanat, la protection de l'environnement, l'économie, le social et la culture. Cette année, un talent mouscronnois que j'ai proposé a été choisi. J'ai souhaité mettre en avant l'accès à certaines méthodes que l'atelier propose aux jeunes. Notamment, la peinture à la verticale qui permet aux jeunes d'évoluer beaucoup plus librement en restant debout. Il y a ensuite la peinture intuitive qui permet aux jeunes de complètement lâcher prise en jouant avec les couleurs et les formes de la manière la plus libre possible. Les résultats sont souvent surprenants!







Square Arthur Masson, 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

Éditrice responsable: Mathilde Vandorpe,
Députée Les Engagés au Parlement de Wallonie,
chaussée du Clorbus, 92 - 7700 Mouscron

